

AGIR? Le rapport du WGIII: sections C, D, E du SPM + ES Chap 15

Fin section C : systems transformation to limit global warming

C.12: Les options d'atténuation à coût inférieur ou égal à 100 USD tCO₂-eq-1 pourraient réduire les émissions mondiales de GES d'au moins la moitié du niveau de 2019 d'ici à 2030.

Le ***PIB mondial continue de croître*** même compte non tenu des avantages économiques des mesures d'atténuation liés aux dommages évités du fait du changement climatique ni de la réduction des coûts d'adaptation.

Les avantages économiques mondiaux d'une limitation du réchauffement à 2 °C sont supérieurs au coût de l'atténuation

Une question: ***les modèles utilisés sont 'illustratifs' et supposent résolue la question de l'enclenchement, c'est*** aux sections D et E d'y répondre

Section D : Linkages between mitigation, adaptation and sustainable development

Section E : Strengthening action

D. Liens entre atténuation, adaptation et développement durable

- D.1. *Les objectifs de développement soutenable* adoptés dans le cadre de l'Agenda 2030 *peuvent servir de base pour évaluer l'action climatique; caveat: La soutenabilité peut être interprétée différemment dans divers contextes*, les sociétés poursuivant une variété d'objectifs de développement.
- D.3 Le renforcement de l'action ... aura des *conséquences disruptives* avec de forts impacts au sein des pays et entre pays en termes de *revenus et d'emploi*. *L'équité et la participation* des acteurs concernés à tous niveaux peuvent *renforcer le soutien aux changements*.
- D.3.1. Les priorités de développement des pays reflètent des *points de départ différents*, et les conditions préalables à la réorientation des sentiers de développement différent
- D.3.2. *L'accès équitable au financement national et international*, aux technologies et à la capacité d'agir et la *prise en compte de la justice climatique* peuvent contribuer à faciliter la modification des sentiers de développement.

E. Renforcer l'action

E.1. Des options d'atténuation peuvent être déployées à grande échelle à court terme. ***Les obstacles à leur faisabilité*** devraient être réduits ou supprimés ...

E.2. ***Les efforts d'atténuation intégrés dans le contexte plus large du développement peuvent augmenter le rythme, et l'ampleur des réductions d'émissions.*** Les politiques qui orientent les sentiers de développement vers la durabilité peuvent élargir le portefeuille des mesures disponibles

E.2.4 . ***Les politiques de 'mise en capacité d'agir peuvent être lancées dès aujourd'hui***

E.4. Des ***politiques économiques générales peuvent permettre d'atteindre des objectifs économiques à court terme*** tout en réduisant les émissions et en orientant les modes de développement vers la durabilité. Les investissements dans les infrastructures ...

E.5. ***Les flux financiers*** recensés ***sont inférieurs aux niveaux nécessaires*** dans tous les secteurs et toutes les régions (les investissements mondiaux dans ce domaine devraient être multipliés par un facteur de 3 à 6). ***C'est dans les pays en développement que les écarts à combler sont est les plus importants.***

L'accélération de la coopération financière internationale est un catalyseur essentiel des ***transitions justes et à faibles émissions*** de gaz à effet de serre.

E.5. Questions de finance et de Macroéconomie 1

- E.5.2. Il existe suffisamment de capitaux et de liquidités au niveau mondial pour combler les déficits d'investissement mais il existe des obstacles à la réorientation des capitaux vers l'action climatique ... ainsi que des vents contraires macroéconomiques
 - **Les défis pour la finance privée** sont : évaluation inadéquate des risques climat et des possibilités d'investissement, écart géographique entre capitaux disponibles et besoins d'investissement, endettement et vulnérabilité économique des pays, marchés de capitaux locaux limités; profils risque/rendement peu attractifs vu la faiblesse des environnements réglementaires; manque de normalisation et de d'agrégation des projets
 - Les **coûts budgétaires publics** des politiques climat **aggravent l'endettement et les notations financières des pays** à un moment où les finances publiques sont sous pression après la COVID-19
 - Une coordination de la politique climatique mondiale et une augmentation du financement (public) du climat entre 2021 et 2030 peuvent aider à **réduire l'incertitude macroéconomique, renforcer la reprise post-pandémie** et à alléger le fardeau de la dette des pays en développement, surmonter **les difficultés liées à la nécessité d'investissements parallèles** dans l'atténuation et les **risques initiaux qui découragent les projets à faible émission économiquement viables.**



E.5. Questions de finance et de Macroéconomie 2

- E.5.2. Le soutien financier des pays développés aux pays en développement comprend :
- l'augmentation des subventions publiques pour le financement des mesures d'atténuation et d'adaptation pour les régions vulnérables, en particulier en Afrique subsaharienne, avec des rendements sociaux élevés en termes d'accès à l'énergie de base ;
- l'augmentation des niveaux de financement public et des flux financiers privés des pays développés vers les pays en développement dans le cadre de l'objectif de 100 milliards de dollars par an ;
- ***accroître le recours aux garanties publiques*** afin de réduire les risques et de lever des fonds privés à moindre coût pour les budgets publics ;
- le développement des ***marchés de capitaux locaux*** ;
- l'instauration d'un ***climat de confiance dans les processus de coopération internationale***.
- la reconnaissance de la ***valeur sociale positive du financement transfrontalier de l'atténuation.***

E.5. Questions de finance et de macroéconomie 3

- E.5.4 Les investisseurs, intermédiaires financiers, banques centrales et régulateurs financiers peuvent soutenir l'action climatique et modifier la sous-évaluation systémique du risque climatique en augmentant la sensibilisation, la transparence et la prise en compte du risque climatique et des opportunités d'investissement.
- Le résultat de ces approches (ESG, TCFD) de correction du marchés des capitaux ne peut toutefois pas être considéré comme acquis sans des politiques fiscales, monétaires et financières appropriées
- Les obligations vertes et produits financiers durables se sont développés, mais des inquiétudes subsistent sur leur 'verdissement' et leur faible application aux pays en développement
- Des politiques d'atténuation seront nécessaires pour améliorer le rendement pondéré des risques des options à faibles émissions et résilientes au changement climatique, et - soutenues par des méthodes d'évaluation des projets transparentes et scientifiquement fondées - pour accélérer l'émergence de produits financiers basés sur des projets réels